

Structure de pensée aux prises avec la logique écosystémique : Structuration des espaces territoriaux, urbains et architecturaux.

Fanjasoa Louissette Rasoloniaina
Laboratoires EVCAU (ENSA PVS) et ICT Université de Paris
louissette.rasoloniaina@paris-valdeseine.archi.fr

Si la question de la crise sanitaire n'est pas l'objet de la proposition d'article, elle n'en est pas moins la référence représentative des interdépendances écosystémiques et leur risque associé. Dans une approche systémique des réflexions qui découle de cet épisode toujours en cours, cette référence illustre une réaction en chaîne dont l'occurrence n'a jamais été écartée, bien que sous-évalué, et bien que l'histoire n'ait épargné d'autres générations ni plus récemment encore d'autres continents.

La proposition d'article questionne cette illusion d'immunité, qui pose la question d'une *croyance cosmogonique* des sociétés globalisées et digitalisées ; de même qu'elle interroge le phénomène inverse, qui s'applique aux questions du changement climatique et environnemental ; si avant la pandémie les actions salutaires semblaient irréalisables à l'échelle globale, depuis le confinement, nous avons tous été témoin, de la capacité sociétale à l'échelle globale à porter des changements de comportement drastique, perçu comme impensable et remettant en question notre perception du possible et de l'impossible.

Ce qui est réinterrogé, ce n'est pas ce qui est devenu obsolète, mais ce qui a été réactivé comme une nécessité à la fois écosystémique, philosophique, politique, économique, sociale et culturelle ; remettant en exergue le rôle multi-agent de l'architecture _composant de base de l'environnement bâti. Dans ce cadre, sa multiplication, sa déclinaison fonctionnelle et transcalaire en articulation avec les flux engendrent un transect de tissus territoriaux de l'urbain, au péri-urbain, au péri-rural, au rural et jusqu'à la réserve naturelle ; finalement, ce sont les rôles et la formalisation des composants du territoire en tant que méga-infrastructure étatique, transnationale et globale qui sont remis au-devant de la scène.

L'extrapolation à l'échelle planétaire n'est que pour mieux apprécier les effets d'imbrication de l'échelle global à l'échelle locale ; de celle du quartier, en passant par la place jusqu'à la cellule de vie. Et c'est bien là, ce que cette pandémie a mis en évidence, il s'agit de revoir notre vision structurale et structurelle du monde, de notre place et rôle dans celle-ci ; si cet ensemble se traduit en mode de vie et d'activité, la nécessité est devenue impérieuse d'en modifier les axiomes, afin de les traduire en dispositifs adaptés aux risques environnementaux pandémiques ; qu'ils soient viraux, bactériens ou même dû à la pollution de l'air ou de l'eau.

La ville dense s'est avérée être une figure piège à la fois pour les activités économiques que pour ses habitants. L'immobilisation forcée a rendu obsolètes les attraits et avantages de la densité. Cette déconvenue remet la ville diffuse au-devant des configurations intelligentes du territoire. Mais dans le zoomage et dézoomage sur les engrenages, quelles sont les articulations qui imposent ?

Dans cette réinterprétation des faits, la place du digital a elle-aussi été revisitée. Si le télétravail est une volonté politique affichée il y a déjà deux décennies (pour la France), sa pratique couplée avec l'avènement des RTT a vu la lente transformation de l'espace « bureau » dans le logement passer du mobilier à une entité spatiale dédiée, gagnant encore plus lentement les couches de la hiérarchie sociale.

Avec le confinement, la pratique imposée à tous les membres d'un même foyer et cela à très grande échelle du jour au lendemain, est apparue comme une injonction systémique à trouver des accords et raccords en interne pour rendre possible la cohabitation de besoins dissociés _habituellement étagés et étalés dans l'espace et le temps_ se retrouvant simultanément empilés et concentré (l'école à la maison sur un écran, le travail à la maison, l'activité physique entre quatre murs, s'isoler malgré la promiscuité physique, se divertir dans la tension de la distanciation physique, etc...).

Ce télétravail a posé des problèmes de gestion des espaces et de l'organisation des activités dans le cadre du logement, du travail et des équipements (école, ehpad, centre de soin, etc...). De même pour la mobilité, en tandem avec la question de la densité, elles reposent la question de l'évaluation et la remise en question des politiques publiques.

Si la technologie est bien là, ce choc frontal nous a mis face au manque de consistance de l'action public sur une planification structurale et structurelle de la décentralisation trop souvent confondue avec déstructuration du maillage des infrastructures, des équipements et des pôles de production.

Toutefois des sauts drastiques ont eu lieu grâce aux smartphones et tablettes qui ont vu la notion spatiale perdre de sa valence dans l'équation, néanmoins les couches les plus précaires de la société sont au banc des laissés pour compte, et parmi eux on compte un grand nombre d'étudiants. Par ailleurs, dès le début de la pandémie, une majorité d'étudiant étranger a ressenti le besoin de rentrer à la « maison » plutôt que de rester isolé, mettant en évidence une fragilité et un manque d'insertion sociétale dans le pays d'accueil.

Dans les phases successives de l'après déconfinement, est-ce que les nouveaux habitus vont disparaître ou fonder une réforme sociétale en profondeur ?

Ainsi cette proposition s'articule sur deux temps, une observation des phénomènes ressentis, les data (les faits) et dans un second temps, avec le recul d'une année de revoir ce qui a été effectivement réactivé, réformé dans la structuration des articulations étatiques/administratives et leurs applications formalisées par des dispositifs spatiaux, architecturaux et urbanistiques.